

REGLAMENTO (CEE) N° 780/86 DEL CONSEJO**de 24 de febrero de 1986****relativo a la celebración del Acuerdo entre la Comunidad Económica Europea y el Gobierno de la República Democrática de Madagascar relativo a la pesca de altura frente a Madagascar**

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 43,

Vista la propuesta de la Comisión,

Visto el dictamen del Parlamento Europeo (1),

Considerando que es del interés de la Comunidad aprobar el Acuerdo entre la Comunidad Económica Europea y el Gobierno de la República Democrática de Madagascar relativo a la pesca de altura frente a Madagascar, firmado en Antananarivo el 28 de enero de 1986,

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

Queda aprobado en nombre de la Comunidad el Acuerdo entre la Comunidad Económica Europea y el Gobierno de

la República Democrática de Madagascar relativo a la pesca de altura frente a Madagascar.

El texto del Acuerdo se adjunta al presente Reglamento.

Artículo 2

El Presidente del Consejo procederá a la notificación prevista en el artículo 15 del Acuerdo (2).

*Artículo 3*El presente Reglamento entrará en vigor el tercer día siguiente al de su publicación en el *Diario Oficial de las Comunidades Europeas*.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el 24 de febrero de 1986.

*Por el Consejo**El Presidente*

G. BRAKS

(1) DO n° C 141 del 10. 6. 1985, pag. 496.

(2) La Secretaría General del Consejo se encargará de publicar en el *Diario Oficial de las Comunidades Europeas* la fecha de entrada en vigor del Acuerdo.

ACCORD

entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république démocratique de Madagascar concernant la pêche au large de Madagascar

LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

ci-après dénommée « Communauté », et

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE MADAGASCAR,

ci-après dénommé « Madagascar »,

CONSIDÉRANT, d'une part, l'esprit de coopération résultant de la convention ACP-CEE et, d'autre part, les relations de bonne coopération entre la Communauté et Madagascar ;

CONSIDÉRANT la volonté du gouvernement de Madagascar de promouvoir l'exploitation rationnelle de ses ressources halieutiques par le biais d'une coopération renforcée ;

CONSIDÉRANT le projet régional de développement de la pêche commerciale au thon dans le sud-ouest de l'océan Indien ;

RAPPELANT que Madagascar exerce sa souveraineté ou sa juridiction sur l'étendue des deux cents milles marins au large de ses côtes, notamment en matière de pêche maritime ;

COMPTE TENU des travaux de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer ;

DÉTERMINÉS à fonder leurs relations sur un esprit de confiance réciproque et de respect de leurs intérêts mutuels dans le domaine des pêches maritimes ;

DÉSIREUX d'établir les modalités et les conditions de l'exercice de la pêche présentant un intérêt commun pour les deux parties,

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article premier

Le présent accord a pour objet d'établir les principes et règles qui régiront à l'avenir l'ensemble des conditions de l'exercice de la pêche par les navires battant pavillon d'États membres de la Communauté, ci-après dénommés « navires de la Communauté », dans les eaux relevant, en matière de pêche, de la souveraineté ou de la juridiction de Madagascar, ci-après dénommées « zone de pêche malgache ».

Article 2

Le gouvernement de Madagascar permet dans la zone de pêche malgache l'exercice de la pêche par les navires de la Communauté conformément au présent accord et facilite les conditions d'utilisation des équipements portuaires nécessaires aux activités de pêche des navires de la Communauté opérant dans l'océan Indien.

Article 3

1. La Communauté s'engage à prendre toutes les mesures appropriées en vue d'assurer le respect par ses navires des dispositions du présent accord et des réglementations régissant les activités de pêche dans la zone de pêche malgache.

2. Les autorités malgaches notifieront à l'avance à la Commission des Communautés européennes toute modification desdites réglementations.

Article 4

1. Les activités de pêche dans la zone de pêche de Madagascar ne peuvent être exercées par les navires de la Communauté que s'ils détiennent une licence de pêche délivrée sur demande de la Communauté par les autorités malgaches.

2. Les autorités malgaches délivreront les licences de pêche dans les limites fixées par catégorie de navires dans les protocoles visés à l'article 7 du présent accord.

3. Les licences sont valables dans les zones définies en fonction de l'activité et du type des navires en question.

4. La validité des licences pour la pêche thonière correspond aux périodes de validité du présent accord, fixées à l'article 14, sans que, toutefois, le nombre des navires thoniers exerçant simultanément leurs activités ne puisse excéder celui fixé à l'article 1^{er} du protocole n° 1.

5. Les licences pour les espèces visées au protocole n° 2 sont valables à la demande de l'armateur, pour des périodes concernant des mois entiers.

6. Chaque licence est délivrée au nom d'un navire déterminé et elle n'est pas transférable.

7. Sur demande de la Communauté, et notamment en cas de force majeure, la licence de pêche d'un navire peut être remplacée par une licence pour un autre navire dont la capacité ne dépasse pas celle du navire à remplacer.

Article 5

1. La délivrance des licences de pêche par les autorités malgaches est soumise au paiement d'une redevance par l'armateur intéressé.

2. La redevance pour une licence pour la pêche au thon est fixée par tonne pêchée dans la zone économique exclusive de Madagascar.

La redevance pour une licence pour la pêche des espèces visées au protocole n° 2 est fixée en fonction des tonneaux de jauge brute par mois accordés dans la licence, au prorata de sa durée de validité.

Les montants de ces redevances ainsi que les modes de paiement sont fixés à l'annexe.

Article 6

Les parties s'engagent à se concerter soit directement, soit au sein des organisations internationales, en vue d'assurer la gestion et la conservation des ressources biologiques dans l'océan Indien, et à faciliter les recherches scientifiques s'y rapportant.

Elles échangeront les études et informations relatives à l'océanographie, la biologie marine et les statistiques de pêche et se communiqueront les résultats de leurs recherches scientifiques y relatifs.

Article 7

En contrepartie des possibilités de pêche accordées au titre de l'article 2, la Communauté participera, dans les conditions et selon les modalités figurant aux protocoles joints au présent accord, à la réalisation de projets liés au développement du secteur de la pêche à Madagascar sans préjudice des financements dont bénéficie Madagascar dans le cadre de la convention ACP-CEE.

Article 8

Les parties conviennent d'examiner dans l'esprit le plus objectif et le plus conciliant, en vue de l'aplanir, tout différend découlant de l'interprétation ou de l'application du présent accord.

Article 9

Il est créé une commission mixte chargée de veiller à la bonne application du présent accord.

Cette commission se réunit à la demande de l'une des parties contractantes, alternativement à Madagascar et dans la Communauté.

Article 10

Au cas où les autorités malgaches décident, en fonction de l'évolution de l'état des stocks, de prendre des mesures de conservation qui affectent les activités des navires de la Communauté, des consultations interviendront entre les parties en vue d'adapter l'annexe visée à l'article 5 et les protocoles visés à l'article 7 du présent accord.

Article 11

Aucune disposition du présent accord n'affecte ni ne préjuge en aucune manière les points de vue de chaque partie en ce qui concerne toute question relative au droit de la mer.

Article 12

Le présent accord s'applique aux territoires où le traité instituant la Communauté économique européenne est d'application et dans les conditions prévues par ledit traité, d'une part, et au territoire de la république démocratique de Madagascar, d'autre part.

Article 13

L'annexe et les protocoles font partie intégrante du présent accord et, sauf disposition contraire, une référence au présent accord constitue une référence à cette annexe et à ces protocoles.

Article 14

Le présent accord est conclu pour une première période de trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur. S'il n'est pas mis fin à l'accord par l'une des parties au moyen d'une notification donnée six mois avant la date d'expiration de cette période de trois ans, il reste en vigueur pour des périodes supplémentaires de deux années, sous réserve qu'une notification de dénonciation n'ait pas été donnée au moins trois mois avant la date d'expiration de chaque période.

Des négociations ont alors lieu entre les parties contractantes pour déterminer d'un commun accord les modifications ou compléments à introduire dans l'annexe ou dans les protocoles.

Article 15

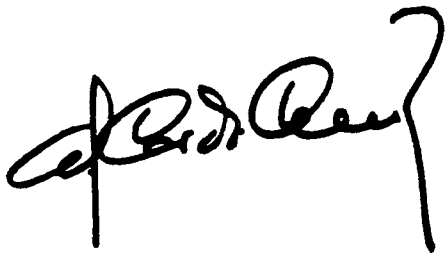
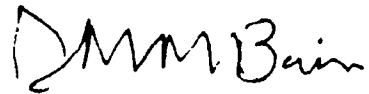
Le présent accord entre en vigueur à la date à laquelle les parties se notifient l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet.

Article 16

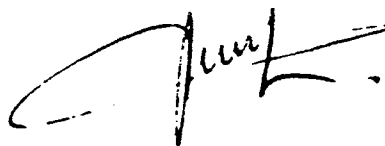
Le présent accord, rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, française, grecque, italienne, néerlandaise et malgache, chaque texte faisant également foi, est déposé dans les archives du secrétariat général du Conseil des Communautés européennes, qui en remet une copie certifiée conforme à chacune des parties contractantes.

Udfærdiget i Antananarivo, den otteogtyvende januar nitten hundrede og seksogfirs.
 Geschehen zu Tananarivo am achtundzwanzigsten Januar neunzehnhundertsechundachtzig.
 Έγινε στην Ταναναρίβη, στις είκοσι οκτώ Ιανουαρίου χίλια εννιακόσια ογδόντα έξι.
 Done at Antananarivo on the twenty-eighth day of January in the year one thousand nine hundred and eighty-six.
 Fait à Antananarivo, le vingt-huit janvier mil neuf cent quatre-vingt-six.
 Fatto a Antananarivo, addì ventotto gennaio millenovecentottantasei.
 Gedaaan te Antananarivo, de achtentwintigste januari negentienhonderd zesentachtig.
 Natso tato Antananarivo, ny faha-valo amby roa-polo janoary anina amby valo-polo ay sivin-jato sy arivo.

For Rådet for De europæiske Fællesskaber
 Für den Rat der Europäischen Gemeinschaften
 Για το Συμβούλιο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων
 For the Council of the European Communities
 Pour le Conseil des Communautés européennes
 Per il Consiglio delle Comunità europee
 Voor de Raad van de Europese Gemeenschappen
 Ny ri an-kavritry ry Communautés européennes

For regeringen for Den demokratiske republik Madagaskar
 Für die Regierung der Demokratischen Republik Madagaskar
 Για την κυβέρνηση της Λαϊκής Δημοκρατίας της Μαδαγασκάρης
 For the Government of the Democratic Republic of Madagascar
 Pour le gouvernement de la république démocratique de Madagascar
 Per il governo della Repubblica democratica del Madagascar
 Voor de Regering van de Democratische Republiek Madagascar
 Ny Governamantan'ny Reooblika Demokratika Malagasy



ANNEXE

Conditions de l'exercice de la pêche dans la zone de pêche malgache pour les navires de la Communauté

1. Les autorités compétentes de la Communauté soumettent, après paiement de la redevance de la part des armateurs, aux autorités compétentes malgaches une demande pour chaque navire qui désire pêcher en vertu de l'accord.

Pour tout versement de redevances prévu à la présente annexe, une pièce justificative sera envoyée aux services compétents de la Commission.

Les autorités malgaches remettent alors l'autorisation prévue à l'article 4 de l'accord à la délégation de la Commission des Communautés européennes à Antananarivo.

2. Dispositions applicables aux thoniers :

- a) les redevances prévues à l'article 5 de l'accord à la charge des armateurs des navires visés au point 1 sont fixées à 20 Écus par tonne de thon pêchée dans la zone de pêche malgache ;
- b) un montant de 15 000 Écus est versé dès l'entrée en application de l'accord par les armateurs thoniers auprès du Trésor malgache à titre d'avance sur les redevances ;
- c) un décompte provisoire des redevances dues au titre de chaque campagne annuelle est arrêté à la fin de chaque année sur la base des déclarations de captures établies par les armateurs et communiquées simultanément aux autorités malgaches et aux autorités compétentes de la Commission des Communautés européennes. Le montant correspondant est versé au Trésor malgache au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

Le décompte définitif des redevances dues au titre d'une campagne annuelle est arrêté par les autorités compétentes de la Commission des Communautés européennes, compte tenu des avis scientifiques disponibles et notamment de ceux des experts de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) et du CNRO (Centre national de recherches océanographiques), établis à Madagascar ainsi que de toutes données statistiques pouvant être établies par une organisation internationale de la pêche dans l'océan Indien.

Les armateurs reçoivent notification du décompte et disposent d'un délai de trente jours pour se libérer de leurs obligations financières ;

- d) à la fin de l'application de l'accord, la somme versée par les armateurs thoniers à titre d'avance est déduite du dernier paiement ; toutefois, si le montant des sommes dues au titre des activités de pêche au cours de la première année n'atteint pas le montant de cette avance, la somme résiduelle correspondante n'est pas récupérable ;
- e) sur demande des autorités malgaches, les navires thoniers prennent un observateur à bord. Le temps de présence de l'observateur à bord est fixé par les autorités malgaches, sans que pour autant la présence de l'observateur à bord ne dépasse, en règle générale, les délais nécessaires pour effectuer les vérifications des captures par sondage ;
- f) les armateurs ont l'obligation de se faire représenter par un consignataire à Madagascar.

3. Dispositions applicables à la pêche aux crustacés d'eaux profondes :

- a) pendant la durée des campagnes de reconnaissance stipulées au protocole n° 2, le tarif des redevances pour l'autorisation de pêche s'élève, par an, à
 - 25 Écus par tonneau de jauge brute pour la pêche aux langoustines,
 - 25 Écus par tonneau de jauge brute pour la pêche aux crabes,
 - 25 Écus par tonneau de jauge brute pour la pêche aux crevettes d'eaux profondes,
 - 25 Écus par tonneau de jauge brute pour la pêche aux espèces autres que les crustacés d'eaux profondes ;
- b) le paiement de redevances pour les espèces autres que le thon peut être remplacé, en partie, à la demande de Madagascar, par des débarquements de poisson, selon les modalités à fixer au sein de la commission mixte visée à l'article 9 de l'accord ;
- c) en outre et sur demande des autorités de Madagascar, les bateaux pêchant les crustacés d'eaux profondes embarquent :
 - pendant la durée de validité fixée à l'article 1^{er} du protocole n° 2, un scientifique malgache qualifié pour analyser les résultats des campagnes de reconnaissance,

- pendant les dix-huit mois restants de la durée de la première période d'application prévue à l'article 14 de l'accord, un marin pêcheur malgache chargé d'exercer, en sus de ses fonctions de marin, les fonctions d'observateur ; dans l'exercice de ses responsabilités en tant qu'observateur, cet homme d'équipage bénéficiera des facilités d'accès aux lieux et aux documents nécessaires à ces fins.
4. Les autorités malgaches communiquent, avant le début de l'application de l'accord, les modalités de paiement des redevances, et notamment les comptes et les devises à utiliser.
 5. Pendant leurs activités de pêche dans la zone de pêche malgache, les navires communiquent à la station radio d'Antsiranana, tous les trois jours, leur position et leurs prises ainsi qu'à la fin de chaque marée l'état de leurs prises. Les autorités malgaches transmettent deux fois par an les données concernant l'état des prises à la délégation de la Commission des Communautés européennes à Antananarivo.
 6. L'armateur effectue auprès du gouvernement malgache un paiement de 10 Écus par journée passée par un observateur à bord d'un navire thonier.
Au cas où un thonier ayant à bord un observateur malgache quitte la zone de pêche malgache, il prendra toute disposition pour assurer, à sa charge, son retour à Madagascar dans les meilleurs délais.
 7. a) Chaque bateau travaillant sur les crustacés d'eau profonde doit employer un marin malgache ;
b) pour la flotte thonière océanique, deux marins malgaches sont embarqués en permanence pendant la durée de la campagne ;
c) au cas où la partie malgache n'aura pas de candidats à proposer, ces engagements doivent être remplacés par une somme forfaitaire équivalente à 50 % des salaires de ces marins au prorata de la durée de la campagne ; cette somme sera utilisée pour la formation de pêcheurs malgaches.
 8. Les zones de pêche accessibles aux navires de la Communauté sont l'ensemble de l'étendue des eaux sous juridiction malgache situées au-delà de 2 milles marins. Les bateaux pêchant les crustacés en eaux profondes ne peuvent pas travailler sur des profondeurs supérieures à l'isobathe de — 200 m.
 9. Les autorités de Madagascar détermineront avec les utilisateurs de l'accord les conditions d'utilisation des équipements portuaires.
-

PROTOCOLE N° 1**entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république démocratique de Madagascar concernant la pêche thonière***Article premier*

Au titre de l'article 2 de l'accord et pendant la durée de l'application du présent protocole, limitée à trois ans, les licences de pêche thonière dans la zone malgache concernent vingt-sept thoniers congélateurs océaniques, sans que, toutefois, le nombre de ces navires autorisés à exercer simultanément leurs activités ne puisse excéder dix-huit. Les autorités compétentes de la Communauté communiquent périodiquement la liste des navires qui exerceront la pêche en vertu de ce règlement.

Article 2

Le montant de la participation visée à l'article 7 de l'accord est fixé forfaitairement à 900 000 Écus au minimum pour la durée du protocole, payables en trois tranches annuelles égales. Ce montant couvre les activités de pêche visées à l'article 1^{er} jusqu'à concurrence d'un poids de captures dans la zone malgache de 6 000 tonnes par an de thonidés ; si le volume des captures des thonidés effectuées par les navires communautaires dans la zone de pêche malgache dépasse cette quantité, le montant susvisé est augmenté en proportion ; toutefois et indépendamment des captures effectivement réalisées, le montant de la compensation financière est plafonné à 3 000 000 d'Écus pour la durée du protocole, donc à 1 000 000 d'Écus par an.

Article 3

La Communauté participera, pendant la première partie d'application de l'accord, au financement d'un

programme scientifique malgache destiné à améliorer les connaissances halieutiques concernant la région de l'océan Indien dans laquelle Madagascar est située, à concurrence de 350 000 Écus.

Cette participation pourra notamment revêtir, à la demande du gouvernement de Madagascar, la forme d'une contribution aux frais de réunions internationales destinées à améliorer lesdites connaissances ainsi que la gestion des ressources halieutiques.

Article 4

Les deux parties conviennent que l'amélioration de la compétence et des connaissances des personnes affectées à la pêche maritime constitue un élément essentiel du succès de leur coopération. À cet effet, la Communauté facilitera l'accueil des ressortissants malgaches dans les établissements de ses États membres et mettra à cette fin à leur disposition dix bourses d'études de trois ans et cinq bourses de stages de perfectionnement de six mois, ou leur équivalent annuel, dans les diverses disciplines scientifiques, techniques et économiques concernant la pêche.

Article 5

Dans le cas d'une évolution substantielle de la flotte communautaire, les deux parties entameront des négociations en vue de réviser le présent protocole et y apporter les modifications qu'elles jugeraient utiles.

PROTOCOLE N° 2

entre la Communauté économique européenne et le gouvernement de la république démocratique de Madagascar concernant les pêches autres que celles reprises au protocole n° 1

Article premier

Au titre de l'article 2 de l'accord et pendant la durée de l'application du présent protocole, limitée à dix-huit mois, les licences de pêche dans la zone malgache pour la pêche notamment aux langoustines, aux crabes et aux crevettes d'eaux profondes, dans le cadre des campagnes de reconnaissance, concernent jusqu'à 5 000 tonneaux de jauge brute par mois en moyenne annuelle.

Article 2

Sans préjudice des dispositions du protocole n° 1, la participation financière visée à l'article 7 de l'accord est fixée pour la durée des campagnes de reconnaissance au montant forfaitaire de 375 000 Écus par an, y inclus une participation financière au programme scientifique malgache destinée à améliorer les connaissances halieutiques concernant la région de l'océan Indien dans laquelle Madagascar est située.

Article 3

Les parties se consulteront à la fin de la validité du présent protocole au sein de la commission mixte visée à l'article 9 de l'accord, afin de déterminer pour les dix-huit mois restants de la durée de la première période d'application prévue à l'article 14 de l'accord, les droits de pêche suivant les résultats des campagnes de reconnaissance et de fixer la contrepartie communautaire correspondante.

(TRADUCCIÓN)

ACUERDO

entre la Comunidad Económica Europea y el Gobierno de la República Democrática de Madagascar relativo a la pesca de altura frente a Madagascar

LA COMUNIDAD ECONÓMICA EUROPEA,

denominada en lo sucesivo « Comunidad », y

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DE MADAGASCAR,

denominado en lo sucesivo « Madagascar »,

CONSIDERANDO, por una parte, el espíritu de cooperación resultante del Convenio ACP-CEE y, por otra, las relaciones de buena cooperación entre la Comunidad y Madagascar;

CONSIDERANDO la voluntad del gobierno de Madagascar de promover la explotación racional de sus recursos haliéuticos encauzándola por medio de una cooperación reforzada;

CONSIDERANDO el proyecto regional de desarrollo de la pesca comercial del atún en el Sudoeste del Océano Índico;

RECORDANDO que Madagascar ejerce su soberanía o su jurisdicción sobre una extensión de doscientas millas náuticas frente a sus costas, en especial en lo que respecta a la pesca marítima;

TENIENDO EN CUENTA los trabajos de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el derecho del mar;

DECIDIDOS a asentar sus relaciones en un espíritu de confianza recíproca y de respeto de sus intereses mutuos en el ámbito de la pesca marítima;

DESEOSOS de establecer las modalidades y condiciones para el ejercicio de la pesca que presenten un interés común para ambas partes,

HAN CONVENIDO LO SIGUIENTE:

Artículo 1

El presente Acuerdo tiene como objeto establecer los principios y normas que, en el futuro, actuarán como directrices del conjunto de las condiciones para el ejercicio de la pesca por los barcos que enarbolan bandera de los Estados miembros de la Comunidad, en lo sucesivo denominados « barcos de la Comunidad », en las aguas que sean, en materia de pesca, de la soberanía o de la jurisdicción de Madagascar, en lo sucesivo denominadas « zona de pesca malgache ».

Artículo 2

El gobierno de Madagascar permitirá en la zona de pesca malgache el ejercicio de la pesca por los barcos de la Comunidad de conformidad con el presente Acuerdo y facilitará las condiciones de utilización de los equipos portuarios necesarios para las actividades de pesca de los barcos de la Comunidad que faenen en el Océano Índico.

Artículo 3

1. La Comunidad se compromete a adoptar todas las medidas apropiadas con el fin de asegurar que sus barcos respeten las disposiciones del presente Acuerdo y a adoptar regulaciones que dirijan las actividades de pesca en la zona de pesca malgache.

2. Las autoridades malgaches notificarán por adelantado a la Comisión de las Comunidades Europeas cualquier modificación de las citadas regulaciones.

Artículo 4

1. Las actividades de pesca en la zona de pesca de Madagascar sólo podrán ejercerse por los barcos de la Comunidad si éstos estuvieran en posesión de una licencia de pesca expedida a petición de la Comunidad por las autoridades malgaches.

2. Las autoridades malgaches expedirán las licencias de pesca dentro de los límites fijados por categoría de barco por los protocolos que se citan en el artículo 7 del presente Acuerdo.

3. Las licencias tendrán validez dentro de las zonas definidas en función de la actividad y del tipo de barcos en cuestión.

4. La validez de las licencias para la pesca del atún corresponderá a los periodos de validez del presente Acuerdo, establecidos en el artículo 14, sin que, no obstante, el número de barcos atuneros que estén faenando simultáneamente pueda sobrepasar del establecido en el primer artículo del Protocolo nº 1.

5. Las licencias para las especies mencionadas en el Protocolo nº 2 tendrán validez a petición del armador, para periodos que se refieran a meses completos.

6. Se expedirá cada licencia a nombre de un barco determinado y no será transferible.

7. A petición de la Comunidad, y en particular en caso de fuerza mayor, se podrá sustituir la licencia de pesca de un barco por una licencia para otro barco cuya capacidad no sobrepase la del barco sustituido.

Artículo 5

1. Se someterá a la expedición de las licencias de pesca por las autoridades malgaches al pago de un canon por el armador interesado.

2. El canon sobre una licencia para la pesca del atún se fijará por tonelada pescada dentro de la zona económica exclusiva de Madagascar.

El canon sobre una licencia para la pesca de las especies mencionadas en el Protocolo nº 2 se fijará en función del tonelaje bruto por mes concedido en la licencia, prorrateando la duración de su validez.

Los importes de dichos cánones así como las modalidades de pago se fijarán en el Anexo.

Artículo 6

Las partes se comprometen a concertarse ya sea directamente, o en el seno de las organizaciones internacionales, con el fin de asegurar la gestión y la conservación de los recursos biológicos en el Océano Índico, y a facilitar las investigaciones científicas que se realicen con este motivo.

Las partes intercambiarán los estudios e informaciones relativos a la oceanografía, la biología marina y las estadísticas de pesca y se comunicarán los resultados de sus investigaciones científicas sobre lo citado en el presente párrafo.

Artículo 7

Como contrapartida a las posibilidades de pesca concedidas en concepto del artículo 2, la Comunidad participará, en las condiciones y según las modalidades que figuran en los protocolos que se adjuntan al presente Acuerdo, en la realización de proyectos ligados al desarrollo del sector de la pesca en Madagascar sin perjuicio de las financiaciones de las que se beneficia Madagascar en el marco del Convenio ACP-CEE.

Artículo 8

Las partes acuerdan examinar dentro del más objetivo y conciliador de los espíritus y con vistas a allanar sus dificultades, cualquier discrepancia procedente de la interpretación o de la aplicación del presente Acuerdo.

Artículo 9

Se crea una comisión mixta encargada de velar por una correcta aplicación del presente Acuerdo.

Dicha comisión se reunirá a instancia de una de las partes contratantes, alternativamente en Madagascar y en la Comunidad.

Artículo 10

El caso en que las autoridades malgaches decidieran, en función de la evolución del estado de las reservas, adoptar medidas de conservación que afectaran a las actividades de los barcos de la Comunidad, se producirán consultas entre las partes con el fin de adaptar el Anexo mencionado en el artículo 5 y los protocolos mencionados en el artículo 7 del presente Acuerdo.

Artículo 11

Ninguna disposición del presente Acuerdo afectará ni perjudicará de manera alguna los puntos de vista de cada parte en lo que se refiere a cualquier cuestión relativa al derecho del mar.

Artículo 12

El presente Acuerdo se aplicará en los territorios donde el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea sea aplicable y en las condiciones previstas por dicho Tratado, por una parte, y en el territorio de la República Democrática de Madagascar, por otra.

Artículo 13

El Anexo y los Protocolos son parte integrante del presente Acuerdo, y, salvo disposición en contrario, cualquier referencia al presente Acuerdo constituirá una referencia a dicho Anexo y a sus Protocolos.

Artículo 14

Se concluye el presente Acuerdo para un período de tres años a partir de la fecha de su entrada en vigor. Si una de las dos partes no rescindiere el Acuerdo por medio de una notificación entregada seis meses antes de la fecha de vencimiento de dicho período de tres años, se mantendrá en vigor por períodos adicionales de dos años, salvo que una notificación de denuncia haya sido enviada por lo menos tres meses antes de la fecha de vencimiento de cada período.

Se llevarán a cabo entonces negociaciones entre las partes contratantes con el fin de determinar de común acuerdo las modificaciones o complementos que habría que introducir en el Anexo o en los Protocolos.

Artículo 15

El presente Acuerdo entrará en vigor en la fecha en que las partes se notifiquen el cumplimiento de los procedimientos necesarios a estos efectos.

Artículo 16

El presente Acuerdo, redactado en doble ejemplar en lengua alemana, danesa, francesa, griega, inglesa, italiana, neerlandesa y malgache, cada texto dando igualmente fe, queda depositado en los archivos de la Secretaría General del Consejo de las Comunidades Europeas, que entregará una copia certificada conforme a cada una de las partes contratantes.

ANEXO

Condiciones para el ejercicio de la pesca en la zona de pesca malgache para los barcos de la Comunidad

1. Las autoridades competentes de la Comunidad someterán a las autoridades competentes malgaches, previo pago del canon por parte de los armadores, una solicitud para cada barco que desee pescar en virtud del Acuerdo.

Para cualquier pago de cánones previsto en el presente Anexo, se enviara el justificante del pago a los servicios competentes de la Comisión.

Las autoridades malgaches entregaran entonces la autorización prevista en el artículo 4 del Acuerdo a la delegación de las Comunidades Europeas en Antananarivo.

2. Disposiciones aplicables a los atuneros :

- a) Los cánones previstos en el artículo 5 del Acuerdo con cargo a los armadores de los barcos mencionados en el punto 1 se fijaran en un importe de 20 ECU por tonelada de atún pescada en la zona de pesca malgache.
- b) Los armadores atuneros abonaran un importe de 15 000 ECU a la Tesorería malgache desde el momento de la entrada en aplicación del Acuerdo en concepto de entrega a cuenta de los cánones.
- c) Se establecerá al final de cada año un descuento provisional de los cánones debidos en concepto de cada campaña anual sobre la base de las declaraciones de capturas establecidas por los armadores y comunicadas simultáneamente a las autoridades malgaches y a las autoridades competentes de la Comisión de las Comunidades Europeas. El importe correspondiente se abonara a la Tesorería malgache a más tardar el 31 de enero del siguiente año.

Las autoridades competentes de la Comisión de las Comunidades Europeas establecerán el descuento definitivo de los cánones debidos en concepto de una campaña anual teniendo en cuenta los dictámenes científicos disponibles y en particular los de los expertos de la FAO (Organización para la alimentación y la agricultura) y los del CNRO (Centro Nacional de Investigaciones Oceanográficas), con sede en Madagascar así como todos los datos estadísticos que puedan haber sido establecidos por una organización internacional de la pesca en el Océano Índico.

Los armadores recibirán una notificación del descuento y dispondrán de un plazo de treinta días para liquidar sus obligaciones financieras.

- d) Una vez que se termine la aplicación del Acuerdo, se deducirá del último pago la cantidad abonada por los armadores atuneros en concepto de entrega a cuenta; no obstante, si el importe de las cantidades debidas en concepto de actividades de pesca a lo largo del primer año no alcanzare la suma de dicha entrega a cuenta, la cantidad remanente correspondiente no será recuperable.
- e) A instancia de las autoridades malgaches, los barcos atuneros tomarán a bordo a un observador. Las autoridades malgaches fijaran el tiempo de presencia del observador a bordo, sin que por ello la presencia del observador a bordo sobrepase, por regla general, los plazos necesarios que le permitan efectuar las comprobaciones de las capturas por sondeo.
- f) Los armadores tendrán la obligación de estar representados por un consignatario en Madagascar.

- 3) Disposiciones aplicables a la pesca de crustáceos de aguas profundas :

- a) Durante la duración de las campañas de reconocimiento estipuladas en el Protocolo nº 2, la tarifa de los cánones para la autorización de pesca ascenderá, por año, a
- 25 ECU por tonelada de registro bruto para la pesca de la cigala,
 - 25 ECU por tonelada de registro bruto para la pesca del cangrejo de mar,
 - 25 ECU por tonelada de registro bruto para la pesca del camarón de aguas profundas,
 - 25 ECU por tonelada de registro bruto para la pesca de otras especies distintas de los crustáceos de aguas profundas.
- b) Se podrá sustituir parte del pago de cánones para las especies distintas del atún, a instancia de Madagascar, por desembarco de pescado, de acuerdo con las modalidades que se fijaran en el seno de la comisión mixta mencionada en el artículo 9 del Acuerdo.
- c) Además, y a instancia de las autoridades malgaches, los barcos que estén pescando crustáceos de aguas profundas embarcarán :
- durante la duración de la validez fijada en el artículo 1 del Protocolo nº 2, a un científico malgache cualificado que pueda analizar los resultados de las campañas de reconocimiento,

— durante los 18 meses restantes de la duración del primer periodo de aplicación previsto en el artículo 14 del Acuerdo, a un marino pescador malgache que se encargue de ejercer, además de sus funciones de marino, las funciones de observador; en el ejercicio de sus responsabilidades como observador, dicho tripulante se beneficiará de facilidades de acceso a los lugares y a los documentos necesarios a tales fines.

4. Las autoridades malgaches comunicarán, antes que se inicie la aplicación del Acuerdo, las modalidades de pago de los canones, y en particular las cuentas y divisas que habrá que utilizar.
5. Durante sus actividades de pesca en la zona de pesca malgache, los barcos comunicarán a la emisora de radio de Antsiranana, cada tres días, su posición y sus capturas así como, al final de cada marea, el estado de sus capturas. Las autoridades malgaches remitirán dos veces por año los datos relativos al estado de las capturas a la delegación de la Comisión de las Comunidades Europeas en Antananarivo.
6. El armador efectuará ante el Gobierno malgache un pago de 10 ECUS por cada día que el observador pase a bordo de un barco atunero.

En caso de que un atunero que tenga a bordo a un observador malgache abandone la zona de pesca malgache, adeptomá cualquier disposición que asegure, a su cargo, el regreso de este a Madagascar en el menor plazo posible.

7. a) Todo barco que faene para la captura de crustáceos de aguas profundas deberá emplear a un marino malgache.
b) Para la flota atunera oceánica, se embarcara permanentemente a dos marinos malgaches durante toda la duración de la campaña.
c) En caso de que la parte malgache no tuviera candidatos que proponer, dichos compromisos se reemplazarán por una cantidad global equivalente al 50 % de los salarios de dichos marinos con un prorrateo calculado sobre la base de la duración de la campaña; se utilizará esta cantidad para la formación de pescadores malgaches.
 8. Las zonas de pesca a las que tendrán acceso los barcos de la Comunidad son el conjunto de la extensión de las aguas jurisdiccionales malgaches situadas más allá de las dos millas náuticas. Los barcos que estén pescando crustáceos en aguas profundas no podrán faenar en profundidades superiores a la isobata de 200 m.
 9. Las autoridades de Madagascar determinarán junto con los usuarios del Acuerdo las condiciones de utilización de los equipos portuarios.
-

PROTOCOLO Nº 1**entre la Comunidad Económica Europea y el Gobierno de la República Democrática de Madagascar relativo a la pesca del atún***Artículo 1*

Con arreglo al artículo 2 del Acuerdo y durante la duración de la aplicación del presente Protocolo, que se limita a tres años, las licencias para la pesca atunera en la zona malgache se otorgarán a 27 atuneros congeladores oceánicos, sin que toda vez el número de estos barcos autorizados para ejercer simultáneamente sus actividades pueda exceder de 18. Las autoridades competentes de la Comunidad comunicarán periódicamente la lista de los barcos que van a ejercer la pesca en virtud de este Reglamento.

Artículo 2

El importe de la participación mencionada en el artículo 7 del Acuerdo se fijará globalmente en 900 000 ECUS como mínimo para la duración del Protocolo, liquidables en tres partes anuales iguales. Dicho importe cubrirá las actividades de pesca mencionadas en el artículo 1 hasta llegar a un peso de capturas en la zona malgache de 6 000 toneladas de túnidos par año; si el volumen de capturas de túnidos efectuadas por los barcos comunitarios en la zona de pesca malgache sobrepasara dicha cantidad, se aumentará el susodicho importe proporcionalmente; no obstante y con independencia de las capturas efectuadas de hecho, se impondrá al importe de la compensación financiera un tope de 3 000 000 ECUS para toda la duración del Protocolo, es decir, a 1 000 000 por año.

Artículo 3

Durante la primera parte de la aplicación del Acuerdo la Comunidad participará en la financiación de un programa científico malgache destinado a mejorar los conoci-

mientos halieúticos relativos a la región del Océano Indico donde se encuentra situado Madagascar, hasta alcanzar los 350 000 ECUS.

Dicha participación podrá en particular asumir, a instancia del Gobierno de Madagascar, la forma de una contribución a los gastos de reuniones internacionales destinadas a mejorar los citados conocimientos así como la gestión de los recursos halieúticos.

Artículo 4

Las dos partes están de acuerdo en que la mejora de la competencia y de los conocimientos de las personas a quienes atañe la pesca marítima constituye un elemento esencial para el éxito de su cooperación. A estos efectos, la Comunidad facilitará la acogida de los nacionales malgaches en los establecimientos de sus Estados miembros y pondrá a su disposición con estos fines 10 becas de estudios de 3 años y 5 becas de cursillos de perfeccionamiento de 6 meses, o lo que es su equivalente anual, en las distintas disciplinas científicas, técnicas y económicas relacionadas con la pesca.

Artículo 5

En caso de una evolución sustancial de la flota comunitaria, las dos partes iniciarán negociaciones con el fin de revisar el presente Protocolo y aportarle las modificaciones que juzguen útiles.

PROTOCOLO Nº 2

entre la Comunidad Económica Europea y el Gobierno de la República Democrática de Madagascar relativo a las pescas distintas de las mencionadas en el Protocolo nº 1

Artículo 1

Con arreglo al artículo 2 del Acuerdo y durante el período de aplicación del presente Protocolo, limitado a 18 meses, las licencias de pesca en la zona malgache en especial para la pesca de la cigala, del cangrejo de mar y del camarón de aguas profundas, en el marco de las campañas de reconocimiento, afectarán hasta 5 000 toneladas de registro bruto por mes como media anual.

Artículo 2

Sin perjuicio de las disposiciones del Protocolo nº 1, la participación financiera mencionada en el artículo 7 del Acuerdo se fijará por el período de las campañas de reconocimiento en un importe global de 375 000 ECUS/año, incluyendo una participación financiera al programa científico malgache destinado a mejorar los concimientos halieúticos relativos a la región del Océano Índico donde se encuentra situado Madagascar.

Artículo 3

Las partes se consultarán al finalizar la validez del presente Protocolo en el seno de la comisión mixta mencionada en el artículo 9 del Acuerdo, con el fin de determinar para los 18 meses restantes de la duración del primer período de aplicación previsto en el artículo 14 del Acuerdo, los derechos de pesca en función de los resultados de las campañas de reconocimiento y de fijar la contrapartida comunitaria correspondiente.
